

échanger des concessions douanières avec les États-Unis. Sauf erreur, tous les pays qui négocient présentement à Genève sous les auspices du GATT en sont presque tous là, y compris le Canada. Nulle omission du nom de notre pays n'a été commise qui aurait l'importance que l'honorable député cherche à y attacher. Lorsque le député parle de rebuffades, il donne sa propre interprétation pittoresque et erronée à une chose qu'il agite depuis assez longtemps mais qui n'a jamais motivé les déclarations qu'il a faites.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances peut-il nous dire si le président du *Board of Trade* ou un autre membre du gouvernement britannique lui ont fait des observations en faveur d'une libéralisation du commerce entre le Royaume-Uni et le Canada?

L'hon. M. Fleming: Nous procédons actuellement à des échanges de vues au sujet des négociations actuelles du GATT. Les discussions qui ont eu lieu à Genève jusqu'ici ont porté sur des propositions tendant à consolider les concessions douanières actuelles. Le programme prévoit qu'à compter du 1^{er} mars, seront entamées des négociations sur les nouveaux échanges proposés, et le gouvernement du Canada et celui du Royaume-Uni échangeront certainement, à ce propos, des communications sur le commerce entre les deux pays.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je demander au ministre des Finances, si le gouvernement du Canada a présenté des propositions à celui du Royaume-Uni?

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, nous avons exprimé nos vues quant aux propositions du Royaume-Uni, et celui-ci en a fait autant. C'est ordinairement ainsi que nos deux gouvernements discutent.

L'hon. M. Pickersgill: Je crois que le ministre a mal compris ma question. Elle portait précisément sur la libéralisation du commerce entre les deux pays.

L'hon. M. Fleming: Nous avons fait certaines propositions au gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni et celui-ci a fait certaines propositions au gouvernement du Canada.

QUESTIONS OUVRIÈRES

MENACE DE GRÈVE DU RAIL—À PROPOS DE LA PROCÉDURE D'ARBITRAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-il reçu une lettre de M. Frank Hall l'avisant que les pourparlers

avec les chemins de fer sont interrompus à cause, entre autres choses, de rumeurs selon lesquelles le gouvernement aurait en vue une sorte de procédure d'arbitrage. Étant donné qu'il serait souhaitable de continuer les pourparlers, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement songe actuellement à recourir à une forme d'arbitrage pour régler le différend?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore reçu de lettre de M. Hall. Lorsque j'en aurai reçu une, je serai en mesure de répondre aux allégations ou aux déclarations qu'elle pourrait comporter.

M. Argue: Monsieur l'Orateur, puis-je répéter la question que j'ai posée il y a quelques semaines au premier ministre sans obtenir de réponse. Le gouvernement songe-t-il vraiment à des mesures d'arbitrage?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que le député demande au gouvernement, par sa question, de faire une déclaration de politique assez poussée. C'est contraire aux usages.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Vu que le premier ministre, je crois, a déjà déposé la lettre qu'il a écrite à M. Hall et à d'autres, je me demande s'il agira de la même manière lorsqu'il recevra la lettre de M. Hall?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, lorsque je recevrai cette lettre, je tiendrai compte de la demande du député.

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

LES VÉHICULES BOBCAT—ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENCONTRER LA DÉLÉGATION DE LA TÊTE DES LACS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hubert Badanai (Fort-William): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre à la suite de la déclaration qu'il a faite à la Chambre mercredi dernier au sujet d'un contrat pour vingt Bobcats adjugés à la *Canadian Car Company*. Le premier ministre nous dira-t-il s'il se rencontrera avec une délégation du conseil municipal et d'autres organismes des deux villes en cause au cours de la visite qu'il fera demain dans la région de la tête des Lacs?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que l'honorable député pose une question hypothétique. Il n'a pas dit qu'on aurait sollicité pareille rencontre.

(Plus tard)

M. Badanai: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une autre question au premier ministre? Étant donné qu'il se rendra dans la